

Le Pentagone adopte la formule

« 2, 2, 2, 1 »

par Alfredo Jalife-Rahme

Une conférence du chef d'état-major US atteste que ses armées refusent d'entrer en guerre contre la Russie et admettent qu'elles peuvent être dépassées d'ici dix ans. Le général Martin Dempsey entend utiliser la prochaine décennie pour ne pas perdre sa supériorité sur le reste du monde. Cependant, ses propos montrent l'extraordinaire décalage entre d'un côté la politique de provocation néo-conservatrice —qui tente d'entraîner la Russie dans une guerre en Ukraine— et, de l'autre, la réalité des forces armées états-uniennes.

RÉSEAU VOLTAIRE | 27 MAI 2014

ESPAÑOL



**Le général Martin Dempsey,
président du Comité des chefs
d'état-major US.**

L'une des conséquences des sanctions imposées à la Russie par les États « occidentaux » est le resserrement des liens entre Moscou, Beijing et New Delhi, un resserrement qui prend une tournure dramatique depuis que le président Vladimir Poutine a décidé de jouer la carte

géoénergétique [1].

Aux États-Unis, une grande partie des « civils » va-t-en-guerre de la classe politique —sans parler de leurs désinformateurs de tous les médias— ne sont pas aussi bien informés que l'armée, qui voue, sur le plan militaire, une profonde admiration à la Russie et à la Chine.

Six jours avant le 20 mai, date de l'arrivée à Shanghai de Vladimir Poutine, le tsar de la géoénergie mondiale, en visite pour deux jours, le général Martin Dempsey, le chef d'état-major interarmes des États-Unis, a prononcé une conférence intitulée « Défense déstabilisatrice : la sécurité dynamique à l'ère des nouvelles technologiques » devant les membres de l'Atlantic Council, un groupe de réflexion proche du Parti républicain et de l'Otan établi à Washington [2].

Durant son intervention très pertinente, Martin Dempsey a affirmé que « la Russie et la Chine sont devenues deux poids lourds mondiaux [qui] pèsent sur les décisions stratégiques concernant les grands enjeux mondiaux en matière de sécurité », entérinant du même coup le nouvel ordre géostratégique tripolaire esquissé dans cette chronique [3]

Le général états-unien a résumé le « nouveau modèle [suivi par les États-Unis en matière de] sécurité à l'aide de la formule mnémotechnique « 2, 2, 2, 1 », qui désigne comme ennemis « deux poids lourds (la Russie et la Chine), deux poids moyens (l'Iran et la Corée du Nord), deux réseaux (Al-Qaida et la pègre internationale) et un système (la cybersécurité) ».

Il a affirmé que le réseau Al-Qaida et ses affiliés partaient de l'Afghanistan et du Pakistan, traversaient la péninsule arabe, la partie orientale de la Syrie, l'ouest de l'Iraq, le Yémen, la Somalie,

l'Afrique du Nord ainsi que l'Afrique de l'Ouest, en passant par le Nigeria.

D'après lui, les États-Unis « utilisent différents instruments de pouvoir —diplomatiques, économiques et militaires— selon qu'ils traitent avec un État-nation ou avec un poids moyen désireux d'accroître son influence au-delà de ce qui est permis et qui, de ce fait, est susceptible de se transformer de temps à autre en État voyou ». Il a déclaré que les moyens de pression qui agissent sur les « États-nations » n'ont aucun effet sur les deux réseaux non étatiques.

Depuis que l'armée US est devenue très dépendante sur le plan technique de la cybersécurité, elle considère qu'il existe deux sujets de préoccupation en la matière : 1) le fait que les États-Unis soient très mal préparés pour repousser une cyberattaque, notamment du secteur financier ; 2) la « corruption des données (précision, navigation et temps) » qui entraîne une perte de confiance à l'égard des systèmes opérationnels.

Chose certaine, la Chine est une puissance non négligeable dans le domaine de la « cyberguerre » [4].

Martin Dempsey estime que, dans le domaine militaire, la « corruption des données » est « plus alarmante que l'absence de données ».

Il a expliqué la nécessité d'aborder chacun des adversaires, réel ou potentiel, sous un angle différent puisqu'aucun d'entre eux « ne réagira de la même manière aux divers moyens de pression ».

Aussi les deux principales caractéristiques du nouveau militarisme des États-Unis sont-elles désormais la « souplesse » et l'« innovation ».

Le général a annoncé qu'il allait participer à une réunion de l'Otan à Bruxelles [5] qui se déroulera en même temps que la visite historique de Poutine en Chine et déclaré que, en raison de la crise ukrainienne dont les « effets pourraient bouleverser en profondeur la vie des pays européens, aussi bien au sud qu'ailleurs en Europe », l'Atlantisme se trouve à la « croisée des chemins », dans la mesure où il doit « revoir » son « flan sud (Portugal, Espagne,

Italie et Grèce) qui est intimement lié au Proche-Orient et à l'Afrique du Nord ».

Bref, il semblerait que l'Europe soit menacée de toutes parts. S'est-on rendu compte en Allemagne et en France de la fantasmagorique épée de Damoclès que représente Al-Qaida ? [6]

En réponse à une question sur la situation en Ukraine, le général Dempsey a affirmé que la crise incombe à l'Otan, qui doit se montrer « très préoccupée », alors que les États-Unis « utilisent l'arme économique de diverses manières » comme « moyen de persuasion et de punition ».

On sent que le général n'est pas très convaincu de l'usage des sanctions économiques. Il a entendu un groupe d'économistes qui n'ont pas su lui expliquer les risques qui en découleraient de leur application comme outil du pouvoir. D'autant que les États-Unis ont une bonne connaissance des capacités des forces militaires russes et de la valeur ajoutée que représente le facteur Poutine (sa psychologie), étant donné le fait qu'une grande partie de la population russe est prête à corriger (sic) les dérives du début des années 1990.

Mettant à profit l'apport théorique du groupe d'économistes, le général a déclaré que « pour pouvoir, à l'avenir, utiliser différemment les instruments de pouvoir, nous devons revoir nos modèles d'évaluation des risques ».

Selon lui, ce qui caractérise Vladimir Poutine, c'est son « désir de passer à la postérité et d'assurer le bien-être économique de la Russie ».

En disant cela, le général pensait aux nouvelles armes non conventionnelles dont dispose la Russie, des armes qui dissuaderaient n'importe qui.

À une question de Leandra Bernstein, de *Ria Novosti*, Martin Dempsey a répondu que les États-Unis « ne devaient pas se lancer à nouveau dans une Guerre froide contre la Russie », dans la mesure où « Washington collabore avec Moscou dans un grand nombre de domaines allant du futur de l'Arctique à l'espace, en passant par la lutte contre le narcotrafic et la piraterie, de sorte

qu'il est nécessaire de « trouver un terrain d'entente ».

Il a ajouté que le pire scénario serait de relancer la Guerre froide avec la Russie et de déployer des troupes en Pologne et dans les Pays baltes en raison de la crise ukrainienne et des autres « perturbations géopolitiques ».

Il a avancé que la mondialisation n'a pas eu les mêmes effets que la stratégie de la Guerre froide, une stratégie qui a été « très stable » puisqu'elle était axée sur l'endiguement jusqu'à ce que l'Union soviétique change d'elle-même.

Après la conférence, Martin Dempsey s'est entretenu avec son homologue chinois, avec qui il a passé la journée du lendemain à l'Université de la Défense nationale. À retenir !

Le général tire un trait sur le passé, dans la mesure où, faisant en cela écho à un essai paru dans la *Quadrennial Defense Review 2004* [7], il estime que « de nouveaux instruments sont nécessaires pour gérer dynamiquement un contexte sécuritaire plus complexe », tout en craignant que les États-Unis « ne soient pas capables d'innover suffisamment rapidement pour faire face aux nouveaux défis auxquels ils seront confrontés ».

En dépit de l'instabilité politique, Martin Dempsey estime que les États-Unis ont jusqu'en 2025, et ce, « sans avoir à effectuer de changements perturbateurs », puisqu'ils « disposent d'une armée remarquablement bonne pour mener des conflits de grande et de petite ampleur » et que les compressions budgétaires visant à réduire les dépenses du Pentagone —en hommes, en frais accessoires et en infrastructures— ont pour objectif « de faciliter l'innovation dans le domaine des forces de déploiement préventif » susceptibles d'imposer une « présence dynamique dans le monde, là où c'est le plus nécessaire ».

À l'heure actuelle, l'armée US doit pouvoir « faire moins avec moins, sans pour autant faire moins bien », de sorte qu'elle doit « penser sérieusement à se fixer des priorités ».

Il est d'ailleurs significatif qu'elle n'ait pas abordé la question du très controversé « revirement » d'Obama concernant l'encercllement de la Chine, mais qu'elle se soit seulement concentrée sur la Russie

avec laquelle elle n'est pas prête à aller aussi loin que les économistes daltoniens aux ambitions de justiciers qui hantent les couloirs du Pentagone.

Alfredo Jalife-Rahme

Traduction
Arnaud Bréart

Source
La Jornada (México)

[1] « [Visita de Putin a China : próximo acuerdo histórico de venta de gas ruso](#) », par Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 14 mai 2014.

[2] « [Disrupting Defense](#) », par le général Martin Demsey, The Atlantic Council, 14 mai 2014.

[3] « [De la primavera árabe al verano islámico : en medio de la emergente tripolaridad global \(EU, Rusia y China\)](#) », par Alfredo Jalife-Rahme, La Jornada, 1er août 2012.

[4] « [Las cinco armas chinas de mayor peligro para EE.UU.](#) », Russia Today, 15 mai 2014.

[5] « [L'Otan pousse l'UE vers une nouvelle Guerre froide](#) », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, Il Manifesto/Réseau Voltaire, 24 mai 2014.

[6] « [Lettre ouverte aux Européens coincés derrière le rideau de fer israélo-US](#) », par Hassan Hamadé, Réseau Voltaire, 21 mai 2014.

[7] Rapport quadriennal sur l'état de la Défense US rédigé par le Pentagone à la demande du Congrès.

Source : « [Le Pentagone adopte la formule « 2, 2, 2, 1 »](#) », par Alfredo Jalife-Rahme, Traduction Arnaud Bréart, La Jornada (México), *Réseau Voltaire*, 27 mai 2014, www.voltairenet.org/article183980.html